

lesoirculture@lesoirdalgerie.com

«LE MOUVEMENT OUVRIER ET SYNDICAL EN ALGÉRIE DE 1884 À 1962», DE KAMEL BOUCHAMA

Un chef-d'œuvre de faits, d'événements et d'informations utiles

Nous sommes le 24 février 2016, et Kamel Bouchama plus prolifique que jamais, nous gratifie d'un autre ouvrage, tout juste après son avant-dernier qui a regroupé du monde autour de lui, lors de sa séance-préface, pendant le dernier Sila, au stand de l'Anep. Là, aujourd'hui, il s'agit d'un ouvrage qui retrace le monde du travail et du syndicat, et qui est d'une autre propension, d'un autre style et d'une excellente facture sur le plan du contenu. Bouchama frappe fort, cette fois-ci. Il va «turbiner» un sujet qui, malgré les quelques études entreprises dans ce domaine, mérite d'être souvent investi, voire sérieusement défriché, pour lui permettre de se placer aisément dans le contexte historique qui est le sien et faire connaître ses authentiques précurseurs qui ont grandement participé à la décolonisation du pays et œuvré à l'émancipation du monde du travail, en somme pour le développement national.

«Le mouvement ouvrier et syndical en Algérie de 1884 à 1962» est le titre de l'ouvrage que présente l'auteur en coédition Juba/El Maârif. En effet, il est cet ouvrage, d'après son auteur, qui rétablit la vision sur ce monde encore méconnu, tout en faisant preuve de sérieux dans un travail de mémoire, pour permettre à la vérité de s'assigner comme une tâche, exigeante et nécessaire. Celle-ci requiert, toujours pour l'auteur et nous-mêmes, en toute circonstance, un examen critique et un propos libéré de toute querelle, de toute mésentente. C'est pour cela que, moralement et politiquement, la vérité devient un impératif, car elle est dans ses fondements un acte hautement culturel. Comment la découvrir ? Une question posée par Kamel Bouchama... Eh bien, emprunter le chemin le moins tortueux – le plus facile, pour les gens simples –, celui qui permet de faire preuve de bonne conscience et de

meilleure évaluation pour ne pas s'égarer dans des examens aux multiples facettes..., répondit-il clairement.

Alors, allons-y sur ce chemin, et partageons cette vérité sur le monde du travail et du syndicalisme avec notre société qui a besoin de connaître son passé, dans la clarté et la lucidité, tel que ce passé a été composé. C'est alors que le cheminement vers la vérité et le respect d'autrui sont indissociables.

L'ouvrage de Kamel Bouchama est une suite d'informations et d'analyses où abondent des noms – beaucoup de noms – souvent méconnus, et des faits et des événements, qui retiennent notre attention et nous traduisent combien étaient hardies et laborieuses ces missions de nos travailleurs, en cette pénible période de lutte qu'a vécue le peuple algérien...

Aujourd'hui, en ce 24 février, 45 ans après les décisions historiques du président Boumediène, nationalisant les richesses du sol et du sous-sol, et en ce 60^e anniversaire de la création de l'UGTA, «ma fougue est toujours là...», je la mets au service de mon pays, pour lequel je donnerai encore et encore», répond l'auteur à qui veut l'entendre. Ce n'est, certainement pas, tel qu'on le connaît, une «offre de service», parce que le divorce est définitivement consommé entre lui et la politique, mais plutôt un regain d'effort sur le plan de la production culturelle. La preuve est là, et c'est avec ce titre, où il «donne souvent la parole aux acteurs syndicaux et aux écrivains intéressés par le mouvement syndical algérien», qu'il captive ses lecteurs et, tous ceux qui veulent chercher, comprendre et peut-être aller au fond des «choses» pour apprendre ce qui n'a pas été dit dans ce domaine, depuis longtemps, pour cause d'ignorance et de manque d'études et de recherches.

En effet, cette parution est



une mine d'or. Et il y a beaucoup à dire pour présenter l'ouvrage de «Kamel Bouchama qui a exposé plus que l'essentiel du mouvement syndical en Algérie», selon son préfacier Tahar Gaïd. C'est dire que cet ouvrage est beaucoup plus qu'une introduction à la connaissance du monde du travail. Ainsi, il est aisé pour le lecteur de saisir les faits saillants qui lui permettront de comprendre que c'est dans le contexte oppressif imposé aux Algériens par les colonisateurs que les travailleurs s'organisaient et agissaient activement. Le lecteur aura ainsi une idée précise sur la vie endurée par le peuple en général et les masses ouvrières en particulier. Il saura que leurs combats menés de part et d'autres de la Méditerranée n'ont pas été de tout repos, et que leur lutte forgée au contact des ouvriers français, regroupés au sein de la CGT, de la CFTC et autre

FO, au fil du temps, leur a permis de voler de leurs propres ailes au point de constituer en 1924 leur propre organisation syndicale, la CGTU qui alliait les revendications sociales à celle de l'indépendance de l'Algérie. Cette Centrale s'appellera, quelque temps après, CGTA (Confédération générale des travailleurs algériens). Plus tard, ces mêmes travailleurs et syndicalistes, racontés par l'auteur, iront opter, le 15 février 1947, avec

la fougue qui les animait, au congrès du PPA à Belcourt (Belouizdad), tenu dans la clandestinité bien sûr, pour la création de la Commission centrale des affaires sociales et syndicales (CCASS) que dirigera Aïssat Idir. L'auteur cite des noms de responsables présents à cette naissance, dont Sid Ali Abdelhamid, encore en vie, auquel il emprunte une importante déclaration, sur l'état d'esprit et le courage des travailleurs en cette époque...

L'ouvrage, parmi tant d'informations utiles, raconte que la Direction de la CGTA, sous l'impulsion de Aïssat Idir, à la tête de la CCASS qui relevait du MTL, a lancé en 1949-1950 une série de grèves politiques contre la guerre d'Indochine qui ont été largement suivies par les dockers, en majorité algériens, et que la répression a été tellement sévère que de nombreux militants ont quitté définitivement la CGT. Et ainsi, de page en page, Kamel Bouchama nous apprend des faits, nous raconte des événements et nous impose cette fierté en affirmant que l'une des plus longues grèves au monde, celle de Timezrit, a été décidée et suivie par trois syndicalistes dont Ahcène Khitmane, secrétaire des mines de Bougie (Béjaïa) à l'époque, une grève qui a duré plus de 9 mois, en 1952. Pour mémoire, le complexe nautique de Sonatrach porte son nom aujourd'hui.

Dans ce chapitre de grèves, il écrit, concernant le syndicat combattant, du temps

de la guerre de Libération nationale : «L'exemple de l'UGTA concernant cet aspect des grèves, pendant les années 56 et 57, dans le creuset de la guerre de libération nationale, est à inscrire au tableau d'honneur de la participation effective, audacieuse, résolue... On peut mettre autant de qualificatifs, sans avoir le sentiment d'exagérer, tant les travailleurs ont dû payer le prix fort à la Révolution de Novembre 1954.»

Enfin, pour terminer cette modeste lecture de l'important ouvrage de Kamel Bouchama, il nous est aisé de mettre en exergue un moudjahid dont le nom est au fronton du stade de Hussein-Dey et que d'aucuns ne connaissent son parcours. Il s'agit de Mohamed Zioui, l'un des créateurs du NAHD avec Bensiam, en 1946, et également grand joueur aux côtés de Chahel Abdelhalim, Boukendakdji Zoheir, Tchambaz Mohamed, Bensiam Allel et un autre syndicaliste, membre fondateur de l'UGTA, Abib Mohamed. Sa carrière syndicale était grande en compagnie de Aïssat Idir. Son passé de moudjahid également, parce qu'il est tombé au champ d'honneur au grade d'aspirant, au maquis le 10 octobre 1959, l'arme à la main, lors d'un accrochage, au Douar Z'tout, dans la région de Sétif.

R. C.

«Le mouvement ouvrier et syndical en Algérie de 1884 à 1962», coédition Juba-El Maarifa. Février 2016, 500 p.

FONDATION CASBAH

Un projet de réhabilitation de près de 200 douérites de la Casbah d'Alger sera lancé bientôt

La Casbah d'Alger bénéficiera bientôt d'un projet de réhabilitation de près de 200 douérites, a annoncé dimanche le président de la Fondation Casbah, Belkacem Babaci lors d'une conférence au forum d'El Moudjahid.

«Le projet de réhabilitation de près de 200 douérites de la Casbah d'Alger sera lancé bientôt afin de mettre fin à la dégradation des habitations», a indiqué M. Babaci à l'occasion de la Journée de la Casbah, célébrée mardi prochain.

Contacté par l'APS, le directeur de l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc), Abdelwahab Zekagh, en charge de l'application du plan permanent de sauvegarde de la Casbah d'Alger, a confirmé le lancement prochain de ce nouveau «plan d'attaque» concernant des maisons et des édifices publics. Ce plan touchera, selon Zekagh, les 51 maisons évacuées par la wilaya d'Alger suite au séisme du 1 août 2015 ainsi que 103 autres maisons de la Haute Casbah toujours habitées mais classées «dangereuses». Ce premier plan comprend également des interventions de réhabilitation sur 7 palais de l'époque

ottomane en Basse Casbah dont Dar Essouf et Dar El Hamra, 9 maisons historiques, hauts lieux de la mémoire de la Bataille d'Alger lors de la guerre de Libération nationale, 4 hammams et 5 mosquées de la Haute Casbah. Une enveloppe financière de 18 milliards de dinars a été débloquée par l'Ogebc pour financer ce plan d'attaque et une partie des travaux de réhabilitation de la citadelle d'Alger qui sont déjà en cours, précise le directeur de l'office en ajoutant qu'une enveloppe de 5,6 milliards de dinars devrait être débloquée par l'Agence nationale des secteurs sauvegardés (Anss). Selon M. Babaci, la Casbah compte actuellement 62.000 habitants contre seulement 36.000 en 1990 pour un tissu urbain de 1800 batisses.

Selon l'Ogebc, la vieille cité compte 615 douérites ainsi que 1200 bâtisses coloniales à réhabiliter.

De son côté, Réda Amrani, chargé du fonds documentaire au sein de l'association de la sauvegarde de la Casbah, a souligné que ce secteur sauvegardé classé patrimoine mondial par l'UNESCO en 1992 «n'a pas bénéficié de tout l'intérêt qui lui est dû».